



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 7 octobre 2024

EN RÉSUMÉ

Nominations

Grégoire Cazcarra est nommé conseiller chargé de la communication, de la presse et des discours au cabinet de Geneviève Darrieussecq, ministre de la Santé et de l'Accès aux soins

Arnaud Buchon, ancien chef de bureau de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, devient directeur général adjoint du Conseil départemental du Nord, chargé de l'enfance, de la famille et de la santé

Catherine Amalric, universitaire et pharmacienne des hôpitaux, ancienne députée au Parlement européen, rejoint l'Anap

Pierre Breton, médecin de santé publique, ancien collaborateur d'Agnès Firmin Lebodo au ministère délégué chargé de l'Organisation territoriale et des Professions de santé a été nommé conseiller eau, air, santé environnementale et adaptation.

Jérôme Guedj, député (PS) de l'Essonne, et Cyrille Isaac Sibille, député (LD) du Rhône, ont été réélus coprésidents de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS).

Yanis M'Zali, jusqu'ici conseiller diplomatique et discours au cabinet de Catherine Vautrin, au ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, a été nommé responsable "affaires publiques et communication internationale" de l'Institut Pasteur.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

PLFSS – Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2025, présenté en conseil des ministres, vise à réduire le déficit à 16 milliards d'euros, bien qu'il ait atteint 18 milliards cette année. Des économies seront réalisées dans divers domaines, notamment en réduisant le remboursement des consultations médicales par l'Assurance maladie et en modifiant les plafonds de remboursement pour les arrêts maladie. Des ajustements des cotisations sociales et des exonérations pour les contrats d'apprentissage sont également prévus, tout comme un report de la revalorisation des retraites. Enfin, des baisses de tarifs des médicaments et des contrôles plus stricts sur les prescriptions médicales seront introduits pour renforcer la soutenabilité du modèle de protection sociale.

Projet de loi de finances – Le projet de loi de finances pour 2025 prévoit 19,3 milliards d'euros de mesures fiscales, dont 13,6 milliards pour les entreprises et 5,7 milliards pour les ménages. Parmi les mesures pour les entreprises, une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, une taxe pour le fret maritime, et la suspension de la suppression de la CVAE. Pour les ménages, l'indexation de l'impôt sur le revenu, un taux minimum d'imposition pour les plus riches, et des augmentations de taxes sur l'électricité et les chaudières à gaz.

Déficit Public - Le déficit de la Sécurité sociale pour 2024 devrait atteindre 18 milliards d'euros, dépassant les prévisions précédentes. Ce dérapage est principalement dû à la branche maladie, qui enregistre un déficit de 14,6 milliards d'euros. Pour remédier à cette situation, le gouvernement prévoit des économies d'environ 15 milliards d'euros, notamment en reportant de six mois la revalorisation des retraites, ce qui économiserait 4 milliards d'euros. D'autres mesures incluent la réduction de la part de l'Assurance maladie dans le remboursement des consultations médicales et un changement des exonérations de cotisations patronales.